

Département
PYRENEES ORIENTALES
Canton
COTE SABLEUSE
Commune
SAINT NAZAIRE

Accusé de réception en préfecture
066-216601864-20240220-De07-2024-AU
Date de télétransmission : 27/02/2024
Date de réception préfecture : 27/02/2024

République Française
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

DECISION DU MAIRE N° 07-2024

OBJET : Demande de subvention auprès de la Caisse d'Allocation Familiale des Pyrénées-Orientales au titre de l'aide à l'investissement « enfance jeunesse » pour le projet de démolition, reconstruction et réhabilitation du centre de loisirs et d'une partie de l'école élémentaire

Le Maire de la commune de Saint-Nazaire,

Vu la délibération exécutoire n° 20/2020 du 25/05/2020 donnant délégation à Jean-Claude TORRENS, Maire, pour régler les affaires énumérées à l'article L.2122-22 26° du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que la commune souhaite procéder à la démolition, reconstruction et réhabilitation d'une partie de l'école élémentaire et du centre de loisirs ;

Considérant que le montant estimatif de la maîtrise d'œuvre et des travaux est estimé à 909 540,76€ H.T.,

DECIDE

DE SOLLICITER une aide financière au taux plus élevé possible auprès de la Caisse d'Allocation Familiale des Pyrénées-Orientales au titre de l'aide à l'investissement « enfance jeunesse » pour le projet de démolition, reconstruction et réhabilitation du centre de loisirs et d'une partie de l'école élémentaire.

Madame la Directrice Générale des Services de la commune et Monsieur Le Trésorier Principal de Saint-Estève, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision.

Fait à Saint-Nazaire, le 20 février 2024

Le Maire,
Jean-Claude TORRENS

**JEAN-
CLAUDE
TORRENS ID**

Signature numérique
de JEAN-CLAUDE
TORRENS ID
Date : 2024.02.27
10:28:29 +01'00'

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication